

Quitter l'élevage : est-ce que la « transformation » est possible ?

"Quitting livestock farming: transformation pathways and factors of change from post-livestock farmers' accounts" est un article rédigé par Nicolas Salliou et publié dans la revue *Frontiers* en juin 2023. L'auteur y étudie le cas de fermes qui ont choisi de quitter l'élevage et met en lumière leurs motivations et difficultés. L'objectif est de montrer qu'il est possible de sortir de l'élevage, réduisant ainsi l'impact de l'agriculture sur l'environnement, les animaux non-humains et la santé humaine.

#1 Le terme « **transformation** » désigne la transition volontaire des agriculteurs qui ont décidé de quitter l'élevage pour développer une ferme post-élevage ou « **trans-ferme** ». Le principal modèle choisi est celui des « **sanctuaires pour animaux** », dans lequel la ferme dédie son activité à préserver la vie de ses anciens animaux d'élevage et à éventuellement en accueillir de nouveaux. Dans la plupart des cas, la motivation principale à adopter ce modèle est celle de la **compassion envers les animaux** (sensibilité à la souffrance liée à l'abattage, amour envers les animaux et désir de prendre soin d'eux, reconnaissance du droit des animaux, sentiment d'injustice liée à la mise à mort de l'animal). L'autre modèle est celui des **fermes maraîchères**, qui restent dans l'agriculture et produisent des fruits et légumes à petite échelle. La motivation dominante est alors **économique**, les fermes concernées étant généralement celles qui font face à des difficultés financières. L'auteur prend l'exemple des élevages de poulets américains qui opèrent dans un système de contrat où les éleveurs s'endettent auprès d'une entreprise qui leur délivre les animaux en échange des revenus issus de la vente de l'élevage.

#2 Le soutien externe aux **trans-fermes** est essentiel, car celles-ci doivent faire face à de nombreuses difficultés. En particulier, quand la décision est prise d'arrêter de vendre des animaux, les éleveurs rencontrent le **double problème** de trouver de la nourriture et un abri pour l'animal sur le **court terme** (1), ainsi qu'un système de production pour subvenir aux besoins de la ferme sur le **moyen-terme** (2). Les organismes de soutien peuvent aider les **trans-fermes** de multiples façons. D'abord, **en plaçant les animaux dans des sanctuaires** grâce à leurs réseaux (parfois dans leurs propres sanctuaires) ou **en devenant le sponsor d'un animal**. Ensuite, **en fournissant des informations et un soutien** pour la soutenabilité économique à court terme (par exemple, en aidant à créer une levée de fonds). Il peut aussi s'agir d'**informer et de conseiller sur la transition**, parfois en mobilisant des experts. Enfin, les organismes de soutien peuvent **apporter un soutien émotionnel**.

#3 Pour que les **trans-fermes** deviennent un modèle soutenable, **les fermes doivent aller au-delà de la motivation économique** dans le cas des fermes maraîchères, et **au-delà du sauvetage des animaux** dans le cas des sanctuaires. Pour les fermes maraîchères, même si elles ont un fort potentiel en termes de réduction d'impact environnemental, si la motivation est purement économique, le

risque est que la ferme revienne en arrière si de nouvelles activités impliquant l'élevage d'animaux deviennent économiquement intéressantes. Pour les sanctuaires, le risque est de ne pas réussir à subvenir aux besoins des animaux et des anciens éleveurs, et ainsi d'échouer à améliorer leurs conditions d'existence par rapport à l'élevage. Pour aller plus loin, les sanctuaires peuvent **éduquer le public au bien-être animal** avec les animaux rescapés comme « **ambassadeurs** ». Les auteurs donnent l'exemple de la **théorie de Zoopolis**¹, qui propose que les sanctuaires considèrent les animaux rescapés comme des « **citoyens** » qui ont le droit de s'exprimer sur ce qui les concerne (la façon dont ils vont vivre, où ils vont vivre, avec qui ils vont s'associer, etc.). Les sanctuaires pourraient alors devenir des incubateurs de nouveaux arrangements sociaux entre humains et non-humains. Toutefois, comme le développement à grande échelle des **transformations** est encore limité et incertain, plutôt que d'agir uniquement sur l'offre, il faudrait chercher des **solutions complémentaires du côté de la demande**. Au niveau national, l'État pourrait mettre en place une **augmentation des prix des produits animaux**, accompagnée d'**informations et d'incitations** (ex. : taxes sur la viande). Au niveau de l'Union européenne, une **politique participative multipartite**, conçue pour impliquer les opposants à l'augmentation des prix de ces produits, pourrait établir des « **corridors de consommation** » afin de limiter les quantités de produits d'origine animale disponibles en fonction de facteurs sociaux, nutritionnels, éthiques et environnementaux. Le concept de *corridor de consommation* désigne des normes minimales et maximales de consommation visant à garantir une bonne qualité de vie pour tous.

Les « **transformations** » en France

En France, les « maisons de retraite », pensions et autres sanctuaires pour animaux d'élevage se développent mais sont encore peu nombreux : l'**association L214**² en recense une vingtaine en 2025. Les associations en question ne reçoivent **aucune aide de l'Etat**, alors que l'entretien des animaux coûte cher : 170€ par mois pour un cochon nain, 300 à 400€ pour un cochon de ferme selon Caroline Dubois, fondatrice du refuge pour animaux **GroinGroin**, qui a aidé au sauvetage et au placement de plus de 2000 animaux depuis son ouverture en 2005. Pour pallier ce déficit étatique, plusieurs associations aident les éleveurs à se reconvertis, comme l'association franco-suisse **Co-exister** qui a permis à 13 éleveurs de se reconvertis en 4 ans, dont 3 en France.

Au niveau législatif, une **loi luttant contre la maltraitance animale** a été promulguée en novembre 2021 mais a laissé de côté de nombreux sujets qui fâchent, comme la chasse, l'élevage intensif ou la corrida, s'attaquant surtout à la maltraitance envers les animaux domestiques.

L'avis de Pauline Bureau, Vice-présidente de LFE

sans se présenter comme une solution généralisable pour sortir de l'élevage, les trans-fermes ont le mérite de proposer une alternative. Leur fragilité n'est pas un échec : elle reflète leur rôle transitoire dans le déplacement des normes et la construction d'un horizon moral élargi.

¹ Zoopolis : une théorie politique du droit des animaux, Sue Donaldson et David Kymlicka, 2010

² <https://agenda.l214.com/faq/quels-sont-les-refuges-pour-les-animaux-de-ferme-en-france>